

Unité Départementale Hérault
Subdivision H2

Montpellier, le 29 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



Syndicat Centre Hérault

Route de Canet
BP29
34800 ASPIRAN

Référence : UD34/H2/2022/191

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 de l'installation de compostage exploitée par le Syndicat Centre Hérault implantée Route de Canet 34800 ASPIRAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée suite au courriel du 18/07/2022 du Syndicat Centre Hérault (SCH) informant l'inspection du déversement accidentel de lixiviats dans l'environnement survenu le 06/07/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat Centre Hérault
- Route de Canet BP29 34800 ASPIRAN
- Code AIOT dans GUN : 0006601566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation est classée par antériorité sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2780-2 de la nomenclature ICPE pour son activité de compostage.

L'installation est constituée d'une plateforme de compostage de biodéchets et déchets verts exploitée à Aspiran.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rétentions
- Incident / Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Rétentions	Arrêté Ministériel du 21/10/2021, article 25	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des bâches souples contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont pas associées à une capacité de rétention.

Des lixiviats ont été rejetés dans l'environnement suite à un incident.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/10/2021, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>— dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;</p> <p>— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</p> <p>— dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p>
<p>Constats : L'inspection constate que 3 bâches souples de 500 m3 chacune contenant des lixiviats susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont pas associés à une rétention.</p> <p>Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure afin que l'exploitant associe les 3 bâches souples de 500 m3 précitées à une capacité de rétention dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'inspection a pris note des déclarations de l'exploitant sur le rejet de lixiviats dans l'environnement :</p> <p>L'incident a démarré le 06/07/2022 suite à la déchirure brutale d'une bâche souple de 500 m³ contenant un mélange d'eau et de lixiviats. Cet incident a généré la projection de matériel lourds (pompe et matériel d'aspiration) dans le bassin de lixiviats avec pour conséquence le percement de la bâche étanche du bassin contenant près de 250 m³ d'effluent. La déchirure de la bâche ainsi que la perte d'étanchéité du bassin de lixiviats ont provoqué la fuite de lixiviats dans l'environnement.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- un rapport d'incident écrit complet conforme à l'article R 512-69 du code de l'environnement comprenant notamment :<ul style="list-style-type: none">• les hypothèses sur les origines et causes de l'incident,• les mesures mises en œuvre pour gérer l'incident,• les conséquences de l'incident pour les personnes et pour l'environnement (eaux, sols, odeurs air.), notamment une analyse des sols et si possible des eaux souterraines susceptibles d'avoir été impactés par les lixiviats, y compris une évaluation du volume de lixiviats susceptibles d'avoir été rejeté dans le milieu environnant• les mesures organisationnelles et techniques envisagées pour prévenir le renouvellement d'un incident similaire.- un rapport de fin de travaux de réparation de l'étanchéité du bassin de lixiviats complété avec un plan de calepinage des vérifications faites et leur conformité afin de s'assurer de la bonne exécution des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale